



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

caoutchouc et plastiques

Question au Gouvernement n° 496

Texte de la question

USINE GOODYEAR À AMIENS

M. le président. La parole est à Mme Pascale Boistard, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Pascale Boistard. Monsieur le ministre du redressement productif, jeudi 31 janvier 2013, la direction de Goodyear-Dunlop France a rendu public son projet de fermeture de l'usine d'Amiens-Nord qui fabrique des pneumatiques pour l'automobile et le marché agricole. En cumulant tous les équivalents temps plein du site, près de 1 400 emplois seront supprimés, sans compter les emplois induits dans la sous-traitance.

La direction de Goodyear avait pourtant affirmé dans un communiqué, le mercredi 6 juin 2012, abandonner les licenciements au profit d'un plan de départs volontaires. Il est vrai que le plan social visant à mettre un terme à l'activité de pneus tourisme à l'usine d'Amiens-Nord avait été invalidé plusieurs fois par la justice. Le fabricant américain de pneumatiques avait élaboré ce plan de départs volontaires alors qu'il était en discussion avec le groupe Titan pour lui céder la production de pneus agricoles. Or cette cession n'était pas assortie d'engagements suffisamment fiables aux yeux des salariés, notamment sur la formulation d'une condition de durée de maintien de l'activité industrielle.

Goodyear se plaît à rappeler sur son site internet les valeurs du groupe : " Si le monde connaît toutes ces mutations, une seule chose ne change pas : le désir universel de protéger ceux qu'on aime. " Ce désir étant universel, pourquoi ne s'étendrait-il pas à tous les salariés de Goodyear et leurs familles ?

Goodyear doit proposer une solution qui permette au site d'Amiens-Nord d'échapper à l'application d'un plan social. Pour obtenir de Goodyear et de Titan des engagements forts, il faut de la part de l'État des actes forts ! Aussi, monsieur le ministre, je souhaite savoir ce que compte faire le Gouvernement pour éviter un désastre et soutenir les salariés qui exigent du repreneur Titan qu'il maintienne, pour une durée déterminée, la fabrication de pneus agricoles dans l'usine. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Madame Pascale Boistard, le Gouvernement a en effet constaté que Goodyear, jusqu'à présent, a échoué à démontrer la justification de son plan social puisque celui-ci a été annulé à deux reprises, en 2009 et en 2011. C'est un fait que mon ministère a rappelé aux dirigeants de Goodyear France. Nous leur avons rappelé aussi qu'il y avait une solution sur la table : le repreneur Titan. Cela évitait des licenciements et permettait la reprise de l'usine, qui aurait été spécialisée dans les pneus agricoles, une spécialité d'ailleurs ultrarentable et qui rapporte beaucoup d'argent à ceux qui y investissent.

Nous avons observé que Titan s'était retiré de la discussion. C'est la raison pour laquelle, après avoir rappelé ces vérités à Goodyear, j'ai écrit personnellement au président de Titan, aux États-Unis d'Amérique, *(" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.)* fort notamment des déclarations de M. Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, qui a déclaré, faisant ainsi oeuvre constructive et je l'en ai remercié ce matin, *(" Oh ! " sur les bancs du groupe UMP.)* qu'il était parfaitement possible qu'un plan convenable permette de rassembler l'ensemble des parties autour de la table.

Le Gouvernement a donc décidé, fort de cette bonne volonté partagée, de trouver une solution partagée permettant qui trouvent leur compte à la fois les salariés, ce qui est tout de même bien le minimum, le territoire que vous représentez, madame Boistard, Goodyear - ce qui était déjà possible au mois de juin - et Titan aussi.

Le Gouvernement doit poser plusieurs questions à Titan, notamment s'agissant de ce que vous avez évoqué : la pérennité de l'outil industriel. Nous ne voulons pas de fausse reprise. Nous ne voulons pas de faux espoirs. Nous voulons la reconstruction de l'outil industriel laissé en ruines par nos prédécesseurs ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Boistard](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 496

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 février 2013](#)